



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

aide humanitaire

Question au Gouvernement n° 902

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Damien Alary.

M. Damien Alary. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

François Asensi a évoqué le lourd bilan du cyclone Mitch, ainsi que la question de la dette. J'aborderai, pour ma part, celle des secours d'urgence.

Coulées de boue, glissements de terrain, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques: en Amérique centrale, les éléments ne cessent de se déchaîner, empêchant les sinistrés d'enterrer leurs morts. Dans de nombreuses régions, les récoltes sont entièrement ravagées, le bétail est perdu, les routes sont coupées. Trois millions de sinistrés, dont beaucoup ont tout perdu, sont maintenant confrontés aux risques d'épidémie - choléra, malaria -, et de famine.

En outre, des milliers de mines ont refait surface, menaçant les survivants.

Monsieur le ministre, nous savons que la France a commencé à apporter son aide aux pays les plus touchés. A quelques jours du voyage que vous allez effectuer aux côtés du Président de la République, pouvez-vous nous détailler les moyens logistiques et humains qui ont été mis à la disposition de ces pays dans le cadre de l'aide d'urgence ? Comment la France envisage-t-elle de répondre à la proposition espagnole d'aide à la reconstruction des pays affectés par le cyclone, présentée dans le cadre de l'Union européenne ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères. M. le ministre de l'économie et des finances a déjà indiqué à quel point la France s'est mobilisée, dès le début, pour apporter la plus grande contribution possible à l'aide aux populations des quatre pays d'Amérique centrale touchés par l'un des trois ou quatre cyclones les plus violents du siècle. Nous avons maintenant confirmation que le bilan s'élève à plus de 11 000 morts et plus de 13 000 disparus.

Nous avons envoyé soit depuis les Antilles, soit depuis la métropole, des spécialistes des catastrophes naturelles, en particulier du déblayage, du matériel de déblayage, des produits pour aider déjà à la reconstruction, des produits médicaux pour les soins, des tentes et des équipements sanitaires. Voilà pour l'aide d'urgence qu'il fallait envoyer dans l'immédiat soit par bateau, soit par avion. Nous sommes encore dans cette phase, même s'il n'est pas trop tôt pour penser à la reconstruction qui suivra.

Le Président de la République sera dans cette région au début de la semaine prochaine, à l'issue d'un voyage au Mexique.

L'aide de la France se monte d'ores et déjà à 24 millions de francs, à quoi s'ajoute l'action menée dans le cadre de l'Union européenne, qui est aujourd'hui de l'ordre de 7 millions d'euros. A la suite d'une réunion qui s'est tenue à Bruxelles hier, la Commission pourrait l'augmenter de 10 millions d'euros supplémentaires.

La très grave question des mines s'ajoute à la catastrophe, puisqu'on recense dans la région touchée par le cyclone 75 000 mines antipersonnel, qui ont été emportées depuis dans des lieux inconnus. Ce peut être au milieu d'habitations, voire de camps de réfugiés. Là aussi, nos spécialistes sont à l'oeuvre. Et cela ne fait que renforcer notre détermination à faire ratifier et appliquer la convention promulguée le 8 juillet dernier à propos des mines antipersonnel. Vous savez que la France avait apportée son plein appui à cette démarche d'initiative

canadienne.

Soyez assuré que tous les efforts nationaux, européens et internationaux, dans le cadre d'un centre de coordination de l'ONU, sont entrepris pour aider ces populations à sortir le plus vite possible de la détresse aiguë dans laquelle elles sont encore plongées. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Damien Alary](#)

Circonscription : Gard (5^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 902

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 novembre 1998, page 8702

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 novembre 1998